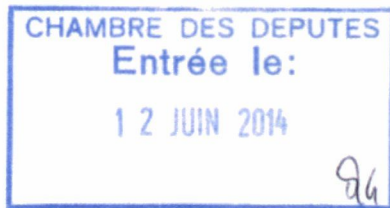


p343 ID 315

## Initiative Schutz fir d'Kand – Défense de l'enfant



c/o Me Jean-Jacques Lorang  
Cabinet Lorang  
51, rue Albert 1er  
L-1117 Luxembourg

Luxembourg, le 12 juin 2014

**Monsieur Mars Bartolomeo**, Président de la Chambre des Députés  
**Monsieur Claude Freiseisen**, Secrétaire général de la Chambre des Députés  
**Monsieur Marco Schank**, Président de la Commission des Pétitions

Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg

En main propre et par e-mail : [mdibarlomeo@chd.lu](mailto:mdibarlomeo@chd.lu); [cfrieseisen@chd.lu](mailto:cfrieseisen@chd.lu); [mschank@chd.lu](mailto:mschank@chd.lu)

### **Objet : Procédure de pétition publique n° 343 – Demande d'extension de délai**

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Député

J'ai l'honneur de demander formellement une extension de 15 jours utiles pour la collecte des signatures de la pétition n° 343, pour les motifs suivants.

L'initiative Schutz fir d'Kand a déposé le 7 avril 2014 une pétition tendant à l'abandon des projets de loi n° 6172 et 6568 ouvrant le mariage, l'adoption et la PMA aux couples de même sexe, ou, sinon, à l'organisation d'un référendum constitutionnel populaire.

Cette pétition a été déclarée recevable par la commission des pétitions de la Chambre des Députés.

Enregistrée sous le numéro n° 343, elle est ouverte jusqu'au 14 juin 2014 minuit à la signature des citoyens et résidents.

En dépit de ces circonstances, la commission juridique de la Chambre des Députés a, le 28 mai 2014, décidé de clôturer son rapport et de renvoyer le projet de loi n° 6172 devant l'assemblée plénière des Députés. L'ensemble des forces politiques représentées dans cette commission, à l'exception de l'ADR, a appelé à un vote favorable audit projet.

Par contraste, la veille, les Députés du parti chrétien-social avaient refusé de souscrire à une décision similaire de la commission juridique concernant le projet de construction d'un tramway à Luxembourg-Ville au motif que le respect du débat démocratique exigeait que l'on se donne un délai de réflexion d'au moins huit jours pour peser le bien-fondé des arguments présentés par les auteurs de la pétition numéro 333 « Geint den Tram an fir d'Ofhale vun engem Referendum », après expiration du délai de signature, lors de leur audition à la Chambre des Députés.

Par ailleurs, dans son deuxième avis complémentaire séparé du 20 mai 2014, le Conseil d'État avait insisté une nouvelle fois sur la nécessité de mener un débat large et approfondi sur l'indication de la réforme du mariage et de l'adoption projetée au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant, et non pas de telle ou telle considération partisane relative à l'intérêt des adultes et avait déclaré « regretter que tant le Gouvernement que la Chambre des Députés esquivent un débat de fond sur l'ouverture du droit à l'adoption aux personnes homosexuelles et aux couples de même sexe ».

La décision majoritaire des Députés de la commission juridique du 28 mai 2014, laquelle intervient plus de quinze jours avant l'expiration du délai imparti pour signer la pétition n° 343, ne peut s'expliquer que par une réitération de cette volonté d'esquiver un débat de fond que dénonçait le Conseil d'État et témoigne d'un dédain certain pour les nouvelles procédures de consultation démocratiques voulues et mises en œuvre par ceux-là même qui aujourd'hui refusent de les respecter.

De plus, le même jour, la Chambre des Députés publiait largement l'information que la loi sur le mariage homosexuel serait votée après les vacances de Pentecôte (semaine du 16 juin 2014), donc dans un délai a priori concrètement incompatible avec une juste prise en considération de la procédure de pétition. Rien n'interdisait pourtant de fixer cette date la semaine suivante...

Ainsi présentée puis largement reprise dans la presse comme l'acte final de la procédure d'examen des projets de loi, la décision du 28 mai 2014 a porté gravement atteinte à la bonne collecte des signatures de la pétition n° 343, qui rassemble actuellement plus de 3650 signatures, en comptant les signatures papier déposées ce jour par voie d'huissier à la Chambre et dont la recevabilité est légalement incontournable.

Que dire ensuite de l'intervention de M Paul-Henri Meyers, membre de la Commission juridique de la Chambre des Députés, lors du journal télévisé de RTL du 10 juin 2014, au cours duquel il fut convenu, sans aucun contredit de sa part, qu'il n'y avait pas de réel débat au Luxembourg sur la question du mariage homosexuel, de l'adoption et de la PMA, aucune mention n'étant faite de l'existence d'une pétition publique sur le sujet...

Il n'y a pas de débat lorsque, par tous les moyens politiques et médiatiques, on le tue.

Dans les circonstances de l'espèce, par simple mesure de justice démocratique et par respect pour les plus de 3650 signataires de la pétition publique n° 343 qui ont fait confiance à ce mécanisme, la Chambre des Députés doit faire droit à la demande de prolongation du délai.

Le rejet de cette demande confirmerait que la Chambre des Députés, en décourageant les signatures et en précipitant artificiellement le vote, cherche, par tous les moyens, à esquiver le débat sur les projets de loi relatifs au mariage homosexuel, à l'adoption et à la PMA et que la pétition publique est un leurre démocratique.

Dans l'attente de votre réponse à cette demande, je vous prie de croire, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Député, à l'assurance de mes sentiments respectueux.

Jean-Jacques Lorang

P.O.

